

Réarmement ou rattrapage en Europe ?

L'Europe se réarme de manière visible et assumée, après plusieurs décennies de réductions des forces et des budgets de défense. L'éclatement de l'URSS en 1991 et la diminution de la course à l'armement ont pour un certain temps éloigné la perspective d'un conflit conventionnel sur le continent. La chute des budgets s'est accompagnée d'une diminution importante des forces, progressivement professionnalisées car désormais principalement vouées à être engagées loin de leurs frontières, dans des missions de maintien de la paix ou de stabilisation. Cette période des « dividendes de la Paix » au cours des années 1990 a cependant été marquée par une augmentation sensible du nombre de conflits, dans les Balkans, en Afrique et au Moyen-Orient.

Mais le monde « plat » et globalisé de Friedman (*La terre est plate*, Thomas L. Friedman, 2005) a laissé la place au « choc des civilisations » de Huntington (*Le choc des civilisations*, Samuel Huntington, 1996). Les changements brutaux et les rivalités mondiales, la course à l'armement au Moyen-Orient puis en Asie, le développement de capacités industrielles importantes dans les pays émergents, font qu'au milieu des années 2000 l'Europe souffre de trois retards : sur le plan quantitatif, sur le plan des matériels et des technologies, enfin en matière d'intégration et de capacités de projection communes.

Au milieu des années 1990, le président américain Bill Clinton souhaitait réduire ses dépenses et a demandé aux Européens de « partager le fardeau » de leur défense. Il a diminué puis développé un système de rotation des forces américaines, afin de réduire ses coûts. Ses successeurs républicains ont suivi sur cette lancée, exigeant de manière répétée l'augmentation des dépenses européennes, sans effet. Les tensions ont franchi un seuil lorsque le candidat Trump, en 2024, a lancé l'idée que les USA ne défendront pas leurs alliés de l'OTAN s'ils n'honorent pas leur engagement financier. L'arrivée aux affaires de la 2^e administration Trump et la volonté de ce dernier d'obtenir un accord de paix en Ukraine semble-t-il à n'importe quel prix, a marqué les esprits des dirigeants européens. Les États-Unis abandonneront-ils leurs alliés européens et ukrainiens ?

L'idée et le débat sur l'autonomie stratégique de l'Europe renaissent, après avoir échoué dans les années 1960 et après avoir été tranchés dans les années 2000 – au profit de la défense commune au sein de l'OTAN.

Après avoir économisé pendant une génération, il s'agit désormais de reconstituer des forces et des capacités de défense. Mais le contexte n'est pas favorable : de nombreuses capacités de production ont été délocalisées. Et surtout les prix ont pris l'ascenseur : les systèmes d'armes modernes coûtent quatre fois plus que ceux des années 1980. Dans de nombreux cas, les projets de développement ont été interrompus en raison de leur coût élevé et des marchés trop

limités, peu rentables. Enfin, lorsque le réarmement a lieu partout à travers le monde, il va de soi que les délais de production augmentent, autant que les prix.

L'Europe accuse un retard considérable sur les autres acteurs stratégiques : la Chine investit massivement dans ses capacités navales et ses missiles stratégiques depuis les années 2000. La Russie a initié un programme de réformes et de réorganisation de son industrie d'armement en 2007, avec l'objectif d'être prêt à la guerre dix ans plus tard. Au sein de l'Union européenne, le sous-investissement et le morcellement restent problématiques ; malgré les annonces de centaines de milliards débloqués au début de la guerre en Ukraine, l'industrie se méfie du « court-termisme » et des changements d'orientations politiques. À tel point que les programmes de développement militaires en Europe n'ont véritablement débuté qu'en 2023. Malgré cela, en raison du dynamisme et des investissements massifs, il devrait être possible d'atteindre les niveaux de production russes en 2027 déjà. Pour autant que les gouvernements ne changent pas à nouveau leur fusil d'épaule. Et pour autant que la Russie laisse les Européens s'organiser.

Si la plupart des pays européens ont consacré au cours des années 1990 entre 1 et 1,5% de leur PIB à la défense, ils ont promis en 2002 au sein de l'OTAN de porter leurs dépenses à 2%. Depuis la guerre en Ukraine, l'objectif est passé à 3% et il s'agit également d'augmenter sensiblement les effectifs, de l'ordre de 150% d'ici 2030. Le recrutement de centaines de milliers de professionnels n'étant pas un objectif réaliste, plusieurs pays ont réintroduit la conscription ou augmenté leur nombre de réservistes.

On le voit, le « réarmement » européen est avant tout un rattrapage. Mais il est aussi un défi politique majeur car il interroge sur la capacité à combiner les objectifs et adapter les processus décisionnels de l'UE. Il est enfin un défi industriel et doctrinal, nécessitant un réinvestissement industriel et technologique, ainsi qu'une adaptation des structures et des conceptions de défense, de la projection vers la défense territoriale.

Alexandre Vautravers

Au sujet de l'auteur :

- Docteur en Histoire contemporaine et en Sciences économiques ; ancien professeur de Relations internationales et d'Histoire.
- Colonel d'État-major général ; ancien commandant du 51^e contingent de la SWISSCOY et commandant du *Joint Logistics Support Group* (bataillon) de la KFOR ; ancien commandant en second de la brigade mécanisée 1.
- Rédacteur en chef de la Revue militaire suisse (RMS).
- Directeur scientifique du Centre d'Histoire et de Prospective Militaires (CHPM).